Kanton Bern

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Archiv für das schweizerische Unterrichtswesen**

Band (Jahr): **17/1931 (1931)**

PDF erstellt am: **30.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-32853

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

4. Wirtschaftsgeschichte (4 Stunden).
5. Übungen (4 Stunden).

Schweizergeschichte:

6. Vorlesungen (zirka 12 Stunden).
7. Übungen (2 Stunden).

b) Umfang der Studien:

Kandidaten, welche Allgemeine Geschichte als Fach der Diplomschlußprüfung wählen, haben die Vorlesungen und Übungen 1 bis 5 zu besuchen. Allgemeine Geschichte als Fach der 1. oder 2. Vorprüfung erfordert die Vorlesungen: Mittelalter (8 Stunden), Neuzeit (10 Stunden), sowie die Übungen (2 Stunden).

Schweizergeschichte als Fach der Diplomschlußprüfung: Vorlesungen und Übungen 6, 7, 4 und 5.

Schweizergeschichte als Fach der 1. oder 2. Vorprüfung: Vorlesungen und Übungen 6 und 7.

XIII. Volkswirtschaft.

a) Übersicht der Vorlesungen und Übungen:

1. Theoretische Sozialökonomie (4 Stunden).
2. Praktische Sozialökonomie: Vier Vorlesungen nach freier Wahl aus den Gebieten Agrar-, Verkehrs-, Handels-, Gewerbepolitik (8 bis 10 Stunden).
3. Finanzwissenschaft oder Statistik (3 bis 4 Stunden).
4. Übungen (4 Stunden)

b) Umfang der Studien:

Für Studierende mit Volkswirtschaft als Fach der Diplomschlußprüfung: Vorlesungen und Übungen 1 bis 4.

Für Studierende, die Volkswirtschaft als Fach der 1. oder 2. Vorprüfung bezeichnen: Vorlesung 1, Übungen 4, sowie 6 bis 7 Stunden Vorlesungen über Verkehrs-, Handels-, Agrarpolitik.

II. Kanton Bern.

1. Primarschule.

I. Aus: **Plan d'études pour les Ecoles primaires françaises du Canton de Berne.** (Du 22 janvier 1930).

Décret de promulgation.

La Direction de l'instruction publique du canton de Berne, vu l'article 21 de la loi sur l'organisation de l'instruction publique

du 24 juin 1856 et l'article 25 de la loi sur l'instruction primaire du 6 mai 1894, sur la proposition des autorités préconsultatives,

décrète:

1. Le plan d'études pour les écoles primaires de langue française du canton de Berne du 20 novembre 1896 est abrogé et remplacé par le plan d'études suivant.
2. Ce plan est rendu obligatoire pour toutes les écoles primaires de langue française du canton de Berne et servira de base à l'enseignement à partir du 1er mai 1930.

Avant-propos.

1. Le plan d'études, remanié en tenant compte, dans la mesure du possible, des desiderata du corps enseignant jurassien, a été établi en vue *de la scolarité de neuf années.* Il ne comprend plus, pour chaque branche d'enseignement, qu'*un plan obligatoire,* issu de la fusion des deux plans du programme provisoire (plan obligatoire et plan de développement). Afin que le corps enseignant ait toute liberté de tenir compte des circonstances d'ordre local dans le choix des matières à traiter, le plan obligatoire pour les différentes disciplines a été rédigé en termes généraux.

2. La *mise en pratique* du plan d'études est liée aux dispositions de la „Loi sur l'Instruction primaire" du 6 mai 1864, spécialement à celles qui sont contenues dans l'art. 25 concernant les branches d'enseignement et dans les art. 57 à 63 relatifs à la durée de la scolarité. Cette mise en pratique autorise le corps enseignant à sortir dans la nature pour apprendre à l'enfant à bien observer, à éveiller et à développer son intelligence, à fortifier sa volonté, pour lui montrer la beauté et la noblesse des choses, lui faire comprendre la machine sociale et sentir la vie dans ce qu'elle a de simple et de fort.

L'éducateur doit mettre constamment en oeuvre les activités musculaire et intellectuelle de l'élève; son rôle essentiel est de provoquer, de guider discrètement et de satisfaire en temps utile la curiosité enfantine. Dès lors, il ne peut être question d'aller chercher au loin l'objet de l'enseignement, quand il est nécessaire de l'emprunter au milieu dans lequel vit l'enfant et de faire appel à son expérience quotidienne. Une promenade à la gare, aux champs ou dans la forêt, donnera lieu à des narrations orales, à des exercices de lecture, de vocabulaire, de grammaire, d'arithmétique.

Interessé par un enseignement dont la joie ni l'effort ne sont bannis, émerveillé par tout ce qui répond à ses aspirations du moment, heureux de pouvoir ouvrir ses yeux aux beautés de la rue, de la campagne et des bois, l'enfant devient ainsi le collaborateur actif de son maître, voire de ses parents.

3. En ce qui concerne *la répartition des heures de classe hebdomadaires,* la commission du plan d'études estime que les autorités scolaires et les membres du corps enseignant doivent s'en tenir au minimum. Dans *les écoles de campagne,* où généralement les après-midi d'été sont libres, il convient de faire la classe 3 heures par jour au cours inférieur et 4 heures aux cours moyen et supérieur. De cette façon, on ne dépasse pas, en hiver, 30 heures de classe ordinaire par semaine.

La répartition des heures de classe doit se faire d'après les tableaux suivants:

Cours inférieur.

	Heures	
Religion	2	2
Français 13—14		
a) Elocution, vocabulaire et rédaction	6	7
b) Lecture, écriture, récitation	6	6
c) Grammaire et exercices	1	1
Calcul	6	6
Chant	1	2
Dessin	1	1
Gymnastique	2	2
	25	27

Cours moyen.

	Heures	
Religion	2	2
Français 10—12		
a) Elocution	2	3
b) Lecture et récitation	3	4
c) Vocabulaire	1	1
d) Rédaction	2	2
e) Grammaire et dictée	2	2
Calcul	6	6
Histoire naturelle	2	2
Géographie	2	2
Histoire	2	2
Ecriture	1	1
Dessin	2	2
Chant	1	2
Gymnastique	2	2
	30	33

Cours supérieur.	Heures	
Religion	2	2
Français 10—12		
a) Elocution	2	3
b) Lecture et récitation	3	4
c) Vocabulaire	1	1
d) Rédaction	2	2
e) Grammaire et dictée	2	2
Arithmétique et géométrie	6	6
Histoire naturelle	2	2
Géographie	2	2
Histoire	2	2
Ecriture	1	1
Dessin	2	2
Chant	1	2
Gymnastique	2	2
	30	33

Ecole primaire supérieure	Heures	
Religion	2	2
Français	6	8
Allemand	3	4
Arithmétique	4	4
Géométrie	2	2
Histoire naturelle	2	2
Géographie	2	2
Histoire	2	2
Ecriture	1	1
Dessin	2	2
Chant	2	2
Gymnastique	2	2
	30	33

Le nombre minimum des heures annuelles est de 1040 (scolarité de 9 ans).

4. Les tablaux qui précèdent s'appliquent en première ligne aux élèves du sexe masculin. Les filles du cours supérieur qui suivent *l'enseignement ménager* sont dispensées d'un nombre d'heures proportionnel à celles qui sont obligatoires pour d'autres branches du programme.

Quant aux heures consacrées à *l'école de travail pour les filles,* nous tenons à faire observer que ces heures doivent être prises en dehors de l'horaire, c'est-à-dire pendant les demi-journées libres.

5. Il est recommandé aux autorités scolaires de dépasser, *en été*, le nombre minimum des semaines d'école, afin que le semestre

d'hiver soit quelque peu déchargé. Pour réaliser cette idée, la commission estime que l'école doit être tenue, *en été, au moins 16 semaines* dans les écoles possédant la scolarité de 9 ans. et *18 semaines* dans celles où la scolarité a été réduite à 8 ans. En revanche, *les vacances de fin d'année* devraient comprendre huit à dix jours au minimum.

6. Au début de chaque année scolaire, tous les membres du corps enseignant doivent établir, pour leur classe respective, *un plan spécial avec horaire,* qu'ils présentent à l'inspecteur sur demande. L'horaire doit être affiché en classe.

Si le plan d'études ne prescrit pas, de façon précise, les matières à enseigner pour l'une ou l'autre branche, il appartient aux membres du corps enseignant d'une même localité de s'entendre à cet effet.

Il est recommandé aux grandes communes d'établir un plan d'études local pour la répartition des matières sur les differentes années scolaires. Ce plan doit être soumis, pour sanction, à la Direction de l'Instruction publique.

7. Il ne sera fait usage à l'école d'aucun moyen d'enseignement qui n'aura pas été approuvé par le Conseil-exécutif. (Art. 103, al. 2, de la Loi sur l'Instruction primaire.)

---

2. Universität.

2. Reglement über die Erteilung der Doktorwürde an der philosophischen Fakultät I der Universität Bern*). (Vom 17. November 1930.)

Die Direktion des Unterrichtswesens des Kantons Bern, gestützt auf Art. 53, Ziffer 4, des Gesetzes über die Hochschule vom 14. März 1834, erläßt folgendes Reglement:

§ 1. Die Bewerbung um die Doktorwürde geschieht durch ein bei dem Dekan der Fakultät schriftlich einzureichendes Gesuch. Diesem müssen beigefügt sein:

a) Eine Dissertation im Manuskript aus einem der in § 2 genannten Hauptfächer, in deutscher, französischer, italienischer, englischer oder lateinischer Sprache, mit hinreichenden Ausweisen über die Entstehung der Arbeit. An Stelle einer Arbeit im Manuskript kann ausnahmsweise eine Druckschrift angenommen werden. Der Dissertation ist die schriftliche Erklärung beizufügen, daß der Kandidat sie ohne unerlaubte Hilfe angefertigt habe.

b) Ein „Lebenslauf" des Kandidaten in einer der genannten Sprachen.

---

*) Die Kandidaten werden ausdrücklich auf die von der Fakultät erlassenen Ausführungsbestimmungen aufmerksam gemacht.

c) Zeugnisse über wissenschaftliche Vorbildung.
Als solche werden anerkannt:
1. Ein schweizerisches Maturitätszeugnis literarischer oder realistischer Richtung, bei letzterem mit einer Ergänzungsprüfung in Latein;
2. ein ausländisches Maturitätszeugnis eines mindestens achtklassigen Gymnasiums oder einer Oberrealschule unter den gleichen Bedingungen wie unter 1;
3. ein bernisches Sekundarlehrerpatent sprachlich-historischer Richtung oder ein mindestens gleichwertiges eines andern Kantons, in jedem Falle mit nachfolgendem mindestens viersemestrigem Studium.

d) Zeugnisse über wenigstens sechs genügend belegte akademische Semester, von denen zwei an hiesiger Universität verbracht sein müssen.

e) Ein Leumundzeugnis.

f) Eine Summe von Fr. 340.—. Unbemittelten kann auf begründetes Gesuch hin ein größerer oder kleinerer Teil der Gebühr nach dem Examen erlassen werden.

§ 2. In seinem Gesuch hat der Kandidat neben dem durch die Dissertation als sein Hauptfach bestimmten Fache aus der nebenstehenden Liste noch zwei Nebenfächer zu bezeichnen. Die Wahl der Nebenfächer ist frei, sofern nicht die nebenstehende Tabelle eine Bindung vorschreibt.

Als Haupt- und Nebenfächer sind zulässig:

Hauptfach:	*Obligatorisches Nebenfach:*
Philosophie	frei
Psychologie	Philosophie
Griechische Sprache, Literatur und Altertümer	Lateinische Sprache, Literatur und Altertümer
Lateinische Sprache, Literatur und Altertümer	Griechische Sprache, Literatur und Altertümer
Germanische Philologie . . .	Neudeutsche Sprache und Literatur
Neudeutsche Sprache und Literatur	Germanische Philologie
Romanische Philologie oder altfranzösische Sprache und Literatur	Neufranzösische Sprache und Literatur
Neufranzösische Sprache und Literatur	Romanische Philologie oder altfranzösische Sprache und Literatur
Italienische Sprache und Literatur	Romanische Philologie

Englische Sprache und Literatur	Germanische oder romanische Philologie
Semitische Philologie	frei
Vergl. Grammatik der indogermanischen Sprachen	Indische oder griechische oder lateinische oder germanische Philologie
Indische Philologie	Vergl. Grammatik der indogermanischen Sprachen
Allgemeine Geschichte [1]) . . .	frei
Schweizergeschichte [1])	Allgemeine Geschichte
Kunstgeschichte	frei
Musikwissenschaft	frei
Geographie	Allgemeine Geschichte

Nur als Nebenfächer sind zulässig: Religionsgeschichte, Nationalökonomie. Eines der folgenden Fächer: Mathematik, Physik (wenn Philosophie oder Psychologie oder Musikwissenschaft Hauptfach); Chemie, Botanik, Zoologie (wenn Philosophie oder Psychologie Hauptfach); Geologie (wenn Geographie Hauptfach).

§ 3. Ist die Dissertation in Bern gemacht worden, so hat der Professor, unter dessen Leitung sie ausgeführt worden ist, Bericht und Antrag an die Fakultät zu erstatten. Ist die Dissertation nicht unter Leitung eines bernischen Professors ausgeführt, so haben die Vertreter des Faches sie zu begutachten.

Ist die Dissertation von der Fakultät angenommen und sind die übrigen Bedingungen erfüllt, so wird der Kandidat zum Examen zugelassen. Andernfalls wird der Kandidat abgewiesen und erhält die erlegte Summe nach Abzug einer Gebühr von Fr. 50.— für die Prüfung der Dissertation zurück. Zwischen Annahme der Dissertation und Examen darf höchstens ein halbes Jahr verstreichen.

§ 4. In den einzelnen Fächern examinieren diejenigen Professoren, die für deren Vortrag angestellt sind. Wenn mehrere Professoren das gleiche Fach in der Fakultät vertreten, so prüfen sie abwechselnd oder nach einer Vereinbarung, die der Genehmigung der Fakultät unterliegt. Den Examinator in einem Fache, das an der philosophischen Fakultät I nicht vertreten ist, bestimmt die Fakultät.

§ 5. Das Examen besteht in einer schriftlichen und einer mündlichen Prüfung. Die schriftliche wird in Klausur ohne Hilfsmittel und unter Aufsicht des Examinators abgehalten. Der Kandidat hat in jedem Fach die Wahl zwischen drei ihm gestellten Aufgaben.

[1]) Einschließlich historischer Hilfswissenschaften.

Zur Bearbeitung des gewählten Themas werden ihm höchstens je vier Stunden Zeit eingeräumt. Kandidaten, die das bernische Gymnasiallehrerexamen bestanden haben, können auf Gesuch von den Klausurarbeiten in den Fächern befreit werden, in denen sie Note 1 erhalten haben. Wer sich unerlaubter Hilfsmittel bedient, gilt als durchgefallen.

§ 6. Das mündliche Examen findet in einer Fakultätssitzung statt und ist öffentlich. Der Dekan kann zwei Prüfungen gleichzeitig anordnen; in der einen führt er selbst, in der andern der Sekretär der Fakultät den Vorsitz. Das Examen dauert im Hauptfach eine Stunde [1]), in jedem Nebenfach eine halbe Stunde. Die Beurteilung der Leistungen in den einzelnen Fächern geschieht im Anschluß an das Examen unter Vorsitz des Dekans durch die Examinatoren. Die Abstimmung über das Gesamtergebnis erfolgt durch die Prüfenden und die bei der Prüfung anwesenden Mitglieder der Fakultät. Wenn die Mehrzahl der Stimmen sich für den Geprüften entscheidet, so wird ihm die Doktorwürde mit dem in § 7 ausgesprochenen Vorbehalte erteilt, und zwar mit der Note:

„summa cum laude“
oder „magna cum laude“
oder „cum laude“
oder „rite“.

Ausnahmsweise kann der Dekan Unterbrechungen des Examens gestatten. Wer nach Beginn des Examens ohne ärztliches Zeugnis zurücktritt, gilt als durchgefallen.

§ 7. Hat der Kandidat das Examen bestanden, so vollzieht der Dekan die Promotion unter Vorbehalt der Erfüllung der dem Geprüften ordnungsgemäß obliegenden Pflichten und nimmt ihm das folgende durch Handschlag zu bekräftigende Gelübde ab:

„Ich gelobe, der akademischen Würde, die mir heute verliehen worden ist, stets Ehre zu machen; ich verspreche, der Wissenschaft, der ich mich gewidmet habe, stets, soviel ich vermag, zu dienen und ihre Würde aufrechtzuerhalten; ich gelobe, die wissenschaftliche Erforschung der Wahrheit stets als eine ernste und hohe Aufgabe zu betrachten. Dies verspreche und gelobe ich.“

§ 8. Zur Führung des Doktortitels ist der Kandidat erst nach Empfang des Doktordiploms berechtigt. Dieses wird ihm aber erst ausgehändigt, nachdem seine Dissertation gedruckt und der Fakultät in vorschriftsmäßiger Form [2]) und den Anweisungen des

[1]) Bei Allgemeiner Geschichte und Schweizergeschichte einschließlich historischer Hilfswissenschaften 70 Minuten.

[2]) Das heißt, auf dem Titel versehen mit der Bezeichnung: „Inaugural-Dissertation der philosophischen Fakultät I der Universität Bern zur Erlangung der Doktorwürde vorgelegt von N. N.“ und mit dem von dem Dekan unterschriebenen und mit Datum versehenen Vermerk „Von der philosophischen Fakultät I auf Antrag des Herrn oder der Herren Prof. N. N. angenommen“.

Referenten entsprechend in 180 Exemplaren abgeliefert ist. Ist der Kandidat dieser Pflicht nicht innerhalb eines Jahres nach bestandenem Examen nachgekommen, so ist die Fakultät berechtigt, das Examen als ungültig zu erklären.

§ 9. Erhält der Kandidat nicht die Mehrheit der Stimmen, so wird er abgewiesen. In diesem Falle wird ihm die Hälfte der nach § 1 erlegten Summe zurückbezahlt. Eine Wiederholung des Examens wird nur zweimal gestattet, mit Zwischenräumen von wenigstens sechs Monaten.

§ 10. Von der durch den Kandidaten bezahlten Gebühr fallen Fr. 50.— an den Referenten über die Dissertation, 15 an die Fakultätskasse, 25 an die Witwen- und Waisenkasse, 10 an die Stadtbibliothek, 15 an den Pedell der Universität; 30 werden für den Druck und die Versendung des Diploms reserviert. Der Rest fällt an Dekan, Sekretär und die Examinatoren in einem von der Fakultät zu bestimmenden Verhältnis.

§ 11. In ganz besondern Fällen, in denen bereits erschienene wissenschaftliche Arbeiten eines Kandidaten eine Berücksichtigung empfehlen, ist die Fakultät berechtigt, ihm die nach § 1 vorgesehenen zwei Studiensemester an hiesiger Universität teilweise zu erlassen. Zur Bewilligung dieser Ausnahme sind ⅔ der Stimmen der Anwesenden notwendig.

§ 12. Die philosophische Fakultät I behält sich vor, aus eigenem Antrieb an Personen von vorzüglicher Gelehrsamkeit oder ausgezeichneten Verdiensten die Würde eines Doktors der Philosophie honoris causa zu verleihen. Es geschieht dies durch geheime Abstimmung. Nur wenn keine Stimme sich dagegen erklärt, gilt die Wahl als vollzogen.

§ 13. Das Reglement vom 23. Dezember 1921 wird hierdurch aufgehoben und das vorliegende sofort in Kraft erklärt.

---

3. Doktorreglement der philosophischen Fakultät II; Ergänzung. (Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates, Sitzung vom 5. Dezember 1930.)

Im Doktorreglement der philosophischen Fakultät II vom 25. August 1916 wird in § 1, lit. c, Ziffer 1, am Schluß beigefügt:

„Kandidaten, die seit 1930 die Handelsmaturität am Handelsgymnasium der Stadt Bern bestanden haben, sind von dieser Ergänzungsprüfung befreit.“

---

4. Verordnung betreffend die Besoldung der Assistenten an der Hochschule. (Vom 11. März 1930.)

---

5. Statuten der Studentenkrankenkasse der Universität Bern. (Vom 17. September 1930).

---

3. Lehrerschaft aller Stufen.

6. Reglement betreffend den Ausweis für Französischunterricht an den erweiterten Oberschulen. (Vom 6. Mai 1930.)

Der Regierungsrat des Kantons Bern,

in Ausführung der §§ 73, 74 und 107 des Primarschulgesetzes vom 6. Mai 1894,

auf den Antrag der Direktion des Unterrichtswesens,

beschließt:

§ 1. Wer den zur Übernahme einer Lehrstelle an einer bernischen erweiterten Oberschule nötigen Ausweis erwerben will, hat zu diesem Zwecke in der französischen Sprache eine Patentprüfung zu bestehen.

§ 2. Diese Prüfung findet alljährlich im Frühling statt. Zeit und Ort werden von den Präsidenten der Patentprüfungskommissionen für Primarlehrer bestimmt und im amtlichen Schulblatt bekanntgemacht.

§ 3. Zu dieser Prüfung werden nur Bewerber zugelassen, die im Besitze eines bernischen Primarlehrerpatentes oder eines von der Direktion des Unterrichtswesens als gleichwertig anerkannten Ausweises sind und die sich über einen Aufenthalt von wenigstens fünf Monaten im französischen Sprachgebiet ausweisen können.

Dieser Aufenthalt darf unter zwei Malen erfolgen.

Die Prüfungsgebühr beträgt für Kantons- und Schweizerbürger Fr. 30.—, für Ausländer Fr. 75.—; für die Ausfertigung der Ausweise ist eine Gebühr von Fr. 2.— zu entrichten. Der Betrag ist vor der Prüfung an eine der kantonalen Amtsschaffnereien einzuzahlen.

§ 4. Die Prüfungskandidaten werden frühestens ein Jahr nach ihrem Austritt aus dem Seminar zur Prüfung zugelassen.

§ 5. Die Prüfungen erfolgen durch die Experten für Französisch der Patentprüfungskommission für Primarlehrer, unter Beiwohnung des Präsidenten dieser Kommission.

§ 6. Die Prüfungen finden schriftlich und mündlich statt. Sie dauern in der Regel einen Tag.

Die an die Kandidaten zu stellenden Anforderungen sind folgende:

Schriftliche Prüfung.

1. Übersetzung eines Textes vom Deutschen ins Französische, eventuell ein Diktat.

2. Ein Aufsatz in französischer Sprache.

Mündliche Prüfung.

Leichtigkeit und Korrektheit im mündlichen Ausdruck. Phonetik. Sichere Kenntnis der neufranzösischen Grammatik, Lektüre und Erklärung eines Schriftstellertextes, Bekanntschaft mit den wichtigsten Epochen der neuern Literaturgeschichte und einiger literarischer Denkmäler der neuern Zeit.

Eine besondere Wegleitung gibt weitern Aufschluß.

§ 7. Zur Patentierung wird der Unterrichtskommission von den Prüfungskommissionen vorgeschlagen, wer keine geringere Examennote als 2 erhalten hat.

§ 8. Die Mitglieder der Prüfungskommission beziehen für die Durchführung der Prüfung die nämlichen Entschädigungen wie die Mitglieder der Patentprüfungskommission für Primarlehrer.

§ 9. Dieses Reglement tritt sofort in Kraft. Durch dasselbe wird das Reglement für die Patentprüfungen der Primarlehrer zur Erlangung des Ausweises für Erteilung der französischen beziehungsweise der deutschen Sprache an den erweiterten Oberschulen des Kantons Bern vom 12. August 1913 aufgehoben.

---

7. Reglement für die Patentprüfung von Sekundarlehrern des Kantons Bern. (Abänderung vom 29. Juli 1930.)

Der Regierungsrat des Kantons Bern,
beschließt:

Den §§ 1 und 2 des Reglementes für die Patentprüfung von Sekundarlehrern des Kantons Bern vom 31. März 1919 wird mit Wirkung ab 1. Oktober 1930 folgende Fassung gegeben:

§ 1. Für Bewerber um ein Patent für Lehrstellen an Sekundarschulen des Kantons Bern findet jährlich zweimal, im Frühling und im Herbst, eine Prüfung statt. Ihr Zeitpunkt wird von der Patentprüfungskommission bestimmt und im amtlichen Schulblatt bekannt gemacht.

§ 2. Die Bewerber haben sich bis zu dem in der Ausschreibund angegebenen Zeitpunkt bei dem Präsidenten der Patentprüfungskommission schriftlich anzumelden und (nach §§ 9, 10 und 11) die Fächer genau zu bezeichnen, für die sie das Patent erwerben wollen.

---

8. Reglement über die praktisch-didaktischen Kurse für Kandidaten des höheren Lehramtes. (Vom 14. Februar 1930.)

Der Regierungsrat des Kantons Bern,
auf Antrag der Unterrichtsdirektion,
beschließt:

§ 1. Die nach dem Reglement für die Patentprüfungen von Kandidaten des höheren Lehramtes vom 24. Mai 1927 im § 9, Abs. 4, für die Kandidaten des höheren Lehramtes in wenigstens einem ihrer Hauptfächer obligatorischen praktisch-didaktischen Kurse werden je nach Bedürfnis abgehalten.

§ 2. Dieses Bedürfnis gilt als vorhanden, wenn sich auf die Ausschreibung am schwarzen Brett der Hochschule 2 bis 4 Kandidaten für eines der in Betracht fallenden Fächer beim Präsidenten der Prüfungskommission angemeldet haben (§ 3 des Reglementes vom 24. Mai 1927.)

§ 3. Es sollen in der Regel nicht mehr als zwei Kurse in einem Semester abgehalten werden, und es soll dabei nach Möglichkeit ein angemessener Wechsel der Fächer stattfinden. Ein Kurs dauert ein Semester.

§ 4. Ein praktisch-didaktischer Kurs wird von einem Gymnasiallehrer geleitet, der von der Patentprüfungskommission bestimmt wird.

§ 5. Der Leiter eines Kurses ist verpflichtet, die ihm zugewiesenen Kandidaten in mindestens 3 Wochenstunden in die wesentlichen Teile der Methodik und Didaktik seines Faches einzuführen.

Über Anlage und Durchführung des Kurses im einzelnen verständigt sich der Kursleiter mit dem von der Prüfungskommission bezeichneten Fachgelehrten, dem die Prüfung in diesem Fache zugewiesen ist.

§ 6. Nach Abschluß des Kurses bescheinigt der Kursleiter jedem Kandidaten den Besuch des Kurses und erstattet dem Präsidenten der Patentprüfungskommission einen kurzen Bericht.

§ 7. Als Entschädigung für den ein Semester mit drei wöchentlichen Stunden umfassenden Kurs erhält der Kursleiter Fr. 300.—.

§ 8. Für die Kandidaten des höheren Lehramtes ist ein solcher Kurs unentgeltlich.

---

9. Reglement betreffend die Besoldung der Lehrer der Kantonsschule Pruntrut; Abänderung. (Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates, Sitzung vom 25. April 1930.)

Der Regierungsrat des Kantons Bern,

in Anwendung des Dekretes vom 20. November 1929 betreffend die Besoldungen der Beamten, Angestellten und Arbeiter des Staates Bern, auf Antrag der Unterrichtsdirektion,

beschließt:

Die §§ 1—3 des Reglementes betreffend die Besoldung der Lehrer der Kantonsschule Pruntrut vom 1. August 1922 werden ergänzt durch folgende Bestimmungen:

1. Für die Besoldungen der Hauptlehrer an der Kantonsschule Pruntrut findet die „Formel" Anwendung (§ 2 des Besoldungsdekretes vom 20. November 1929).[1])

2. Für ihre besondern Verrichtungen beziehen außer ihren Besoldungen im Jahr:

	für 1930 u. 1931	vom 1. Jan. 1932 an
Der Rektor	Fr. 1300.—	Fr. 1400.—
Der Provisor	„ 550.—	„ 600.—
Der Vorsteher der Handelsabteilung	„ 550.—	„ 600.—

3. Die Hilfslehrer mit weniger als 22, beziehungsweise 25 wöchentlichen Unterrichtsstunden beziehen eine Anfangsbesoldung von Fr. 280.— am Gymnasium und Fr. 260.— am Progymnasium für die Wochenstunde. Zu diesen Anfangsbesoldungen kommen 12 jährliche, auf die Wochenstunde berechnete Dienstalterszulagen. Sie betragen für die Jahre 1930 und 1931 für die Lehrer am Gymnasium je Fr. 9.50, für die Lehrer am Progymnasium je Fr. 7.— und vom 1. Januar 1932 hinweg für die Lehrer am Gymnasium je Fr. 11.—, für die Lehrer am Progymnasium je Fr. 8.— für die wöchentliche Stunde.

4. Dieses Reglement tritt rückwirkend auf 1. Januar 1930 in Kraft. Alle ihm widersprechenden Regierungsratsbeschlüsse sind aufgehoben.

---

10. Festsetzung der Besoldungszulagen der Hilfslehrer und -lehrerinnen der staatlichen Seminare. (Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates, Sitzung vom 25. April 1930.)

Auf Antrag der Unterrichtsdirektion wird unter Anwendung des § 2, letztes Alinea, des Besoldungsdekretes vom 20. November 1929 und des § 1, Alinea b, des Dekretes betreffend die Besoldungen der Vorsteher, Lehrer und Lehrerinnen der staatlichen Seminare vom 6. April 1922, die Besoldung der Hilfslehrer und -lehrerinnen der staatlichen Seminare mit nicht voller Stundenzahl festgesetzt wie folgt:

Die Hilfslehrer beziehen eine Grundbesoldung von Fr. 280.—, die Hilfslehrerinnen eine solche von Fr. 230.— für die wöchentliche Stunde. Zu der Grundbesoldung treten zwölf Dienstalterszulagen, die je nach einem Dienstjahr ausgerichtet werden. Sie betragen für die Jahre 1930 und

---

[1]) Formel: Die Zulage beträgt in Promillen:

$$4 \times \text{Anzahl Dienstjahre} + \frac{6 \times \text{Anzahl Dienstjahre} \times \text{Jahresbesoldung}}{10{,}000}$$

1931 für die Hilfslehrer je Fr. 9.50, für die Hilfslehrerinnen je Fr. 7.— und vom 1. Januar 1932 an für die Hilfslehrer Fr. 11.—, für die Hilfslehrerinnen Fr. 8.— für die wöchentliche Stunde.

Dieser Beschluß tritt rückwirkend auf 1. Januar 1930 in Kraft.

---

11. Lehrerbesoldungen an der Taubstummenanstalt in Münchenbuchsee. (Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates, Sitzung vom 16. Mai 1930.)

---

12. Beschluß des Regierungsrates des Kantons Bern betreffend die Besoldungen des technischen Hilfspersonals der Hochschule. (Vom 9. Mai 1930.)

III. Kanton Luzern.

Lehrerschaft aller Stufen.

Reglement für Sprachenprüfungen. (Vom 17. Januar 1930.)

Der Erziehungsrat des Kantons Luzern,

in Revision des Prüfungsreglementes vom 1. Februar 1916, mit Hinsicht auf § 84, Alinea 5, des Erziehungsgesetzes,

beschließt:

§ 1. Alljährlich, an einem vom Erziehungsrate festzusetzenden Termine, findet an der Kantonsschule in Luzern eine Prüfung der Lehramtskandidaten und -kandidatinnen statt, die sich ein Patent für den Unterricht im Deutschen, Französischen, Italienischen oder Englischen erwerben wollen.

§ 2. Wer sich einer solchen Prüfung unterziehen will, hat jeweilen bis spätestens Ende Juni dem Erziehungsrate unter Vorlage der Studienausweise und unter genauer Angabe der Personalien ein Gesuch um Zulassung zu derselben einzureichen.

Ferner ist ein Ausweis über mindestens ein halbes Jahr Aufenthalt im betreffenden Sprachgebiet vorzuweisen.

§ 3. Die Prüfung zerfällt in eine schriftliche und eine mündliche.

§ 4. Für die einzelnen Sprachen werden folgende Forderungen gestellt:

A. Deutsche Sprache.

1. Schriftliche Prüfung.

a) Ein Aufsatz. — Dem Prüfling werden drei Themen zur freien Auswahl vorgelegt.